



DEPARTEMENT  
DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PAYS DU MONT-BLANC

DECISION DU PRESIDENT  
N°172/2024

**Objet : HABITAT/ENVIRONNEMENT – Fonds Air Transition Fioul**

**Auteur de l'acte :** Jean-Marc PEILLEX, Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc

Le Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 relatif aux délégations de pouvoirs pouvant être consenties par le Conseil Communautaire au Président,

**Vu** les délibérations n°2021/078 du 02 juin 2021, n°2022/086 du 29 juin 2022 et n°2023/088 du 28 juin 2023 portant délégation du Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 décembre 2023 approuvant le Fonds Air Transition Fioul et les critères d'attribution,

**Vu** les crédits inscrits au Budget de la Communauté de communes Pays du Mont-Blanc, section d'Investissement, dépense compte 20422 – 74 – FA-FIOUL,

**Considérant** le dossier de demande de financement déposé par Monsieur PUTHON Louis (Sallanches) en vue de l'obtention d'une aide pour les travaux de changement d'une chaudière fioul pour une pompe à chaleur, approuvés par les services Habitat et Environnement le 4 septembre 2024,

**DECIDE**

**Article 1 :** Une aide de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc d'un montant de 1 000 € (Mille €) est allouée à **Monsieur PUTHON Louis** pour les travaux d'amélioration de son logement situé 215 rue de Savoie – 74700 SALLANCHES.

**Article 2 :** L'aide sera versée en une fois, après réception de la copie des factures acquittées. Une avance de 50% pourra être accordée sur demande, et sur présentation d'une facture avec un acompte versé.

**Article 3 :** En cas de non-respect des engagements souscrits lors de la demande, en cas de fausse déclaration ou de manœuvre frauduleuse, le bénéficiaire devra reverser tout ou partie de la subvention.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet,
- Monsieur le Trésorier,

Envoyé en préfecture le 01/10/2024

Reçu en préfecture le 01/10/2024

Publié le

ID : 074-200034882-20241001-ARE2024\_172-AR



*En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire*

Fait à Passy, le 01 OCT. 2024 ,



**Le Président,  
Jean-Marc PEILLEX**